



## Décision individuelle N° 2019-168

**Pétitionnaire** : A.S.A Saint-Martial, organisateur administratif // SARL PAC Event , organisateur technique  
**Adresse** :  
- A.S.A Saint-Martial : 28 Allée de Villefelix, 87270 COUZEIX  
- SARL PAC Event : 35 avenue Ernest Ruben 87000-LIMOGES  
**Nature de la demande** : manifestation publique (rassemblement de véhicules terrestres motorisés)  
**Intitulé du projet** : « Tour des Alpes 2019 »  
**Localisation** : - route et col de la Bonette (route communale de Jausiers, route métropolitaine n°64 côté Saint-Dalmas-le-Selvage et Saint-Etienne-de-Tinée)  
- route des gorges de Valabres (route métropolitaine n°2205, communes de Roure, Saint-Sauveur-sur-Tinée)

**Le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,**

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, R.331-19-2 et R.331-68,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 15 et 21

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 29, 32 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** le dossier préfectoral déposé en Sous-préfecture de Castellane par l'ASA Saint-Martial, daté du 23 mars 2019 et transmis à l'Établissement public du Parc national du Mercantour en date du 08 avril 2019,

**Considérant** que dans le cœur du Parc national, « *les activités polluantes et bruyantes (...) sont bannies ou strictement encadrées car elles nuisent non seulement à la qualité objective des lieux, mais aussi à l'image de territoire d'exception que doit conserver le cœur* », tel que précisé à l'objectif I de la charte du Parc national du Mercantour,

**Considérant** également que dans le cœur du Parc national, « *il est porté une attention particulière à la maîtrise de la consommation en énergie, (...) la gestion des flux de visiteurs et du niveau sonore* », tel qu'indiqué dans l'objectif II de la charte du Parc national du Mercantour,

**Considérant** que la circulation de véhicules à moteur thermique génère quasi systématiquement un apport de particules toxiques dans l'atmosphère, issue de la consommation d'énergies fossiles, ainsi que des nuisances sonores importantes – bruit des moteurs et bruits de roulement – dont l'étendue est amplifiée par les caractéristiques de relief et de végétation du site naturel protégé, ainsi que par l'absence de bâti faisant écran à la propagation des sons,

**Considérant** en outre que la circulation automobile au sein de cet espace naturel d'altitude génère des risques de collision avec la faune sauvage et des conflits d'usage et de sécurité avec les autres usagers non motorisés de la voie et des espaces riverains – randonneurs, éleveurs même en tenant compte de l'instauration de mesures réglementaires spécifiques de limitation de vitesse maximale,

**Considérant** néanmoins que la circulation automobile individuelle reste autorisée sur les route de la Bonette et des Gorges de Valabres, en application de l'article 21 du décret n°2009-486 sus-visé, seules les manifestations publiques se déroulant sur cette voie pouvant faire l'objet de dispositions limitatives en application de l'article 15 du même décret ,

**Considérant** que les modalités d'organisation de la manifestation prévoient que la partie d'étape située dans le cœur du Parc national soit classée en « itinéraire de liaison » sans moyenne de temps imposée,

**Considérant** qu'il convient en conséquence et au minimum, de limiter le nombre de véhicules participants à chacune de ces manifestations publiques afin de réduire l'impact immédiat de leur passage dans le cœur du Parc national,

## DÉCIDE

### Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

L'association A.S.A Saint-Martial, représenté par son président Monsieur MAZAUD Laurent, est autorisée à organiser un rallye de régularité automobile dénommé « Tour des Alpes », dont l'itinéraire traversera le cœur du Parc national du Mercantour par les routes ouvertes à la circulation publique des véhicules à moteur suivantes :

- route municipale de Restefond, depuis le « faux-col de Restefond » jusqu'au col de la Bonette (Jausiers – 04) ;
- RM64 depuis le col de la Bonette jusqu'au « Pont-Haut » (Saint-Dalmas-le-Selvage – 06) ;
- RM2205 au niveau des Gorges de Valabres (Roure – 06).

*Telles que prévues par l'organisateur, les caractéristiques de la manifestation sont les suivantes :*

- itinéraire reliant Valence à Cannes (1400 km) divisé en 4 étapes, comportant 12 zones de régularité sur route fermée à la circulation publique ;
- traversée du cœur du Parc national hors zone de régularité (tronçon de liaison), étape 4 « Serre-Chevalier → Cannes » ;
- rassemblement « sur invitation » prévu pour 100 véhicules engagés (équipage de 2 personnes) maximum ;
- moyens d'encadrement non précisés ;
- véhicules de luxe et/ou de collection, sportives ou tourisme ;
- véhicules équipés d'un boîtier de contrôle et de chronométrage individuel ;
- sur les tronçons de liaison, pénalités individuelles prévues en cas de dépassement supérieur à 20 km/h de la vitesse instantanée légale autorisée par le code de la route. Exclusion immédiate en cas de dépassement de plus de 30 km/h.

### Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- *Prescriptions générales relatives à l'organisation*

2.1. L'établissement de zone de regroupement ou de ravitaillement n'est pas autorisé dans le cœur du Parc national.

2.2. L'usage des avertisseurs sonores des véhicules est interdit dans le cœur du Parc national, hors cas de danger immédiat et sans prolongation intempestive, de même que tout autre moyen de diffusion sonore.

**2.3. L'effectif maximal admis dans le cœur du parc national, y compris les moyens motorisés de l'organisation et des professionnels chargés de la couverture médiatique de la manifestation (accrédités à cet effet par l'organisateur), n'excédera pas 100 véhicules.**



2.4. Le tronçon d'itinéraire situé dans le cœur du Parc national est impérativement classé en « parcours de liaison » sans moyenne de temps imposée aux équipages engagés, tel que prévu aux modalités d'organisation de la manifestation et tel que défini à l'alinéa 10° de l'article R.331-18 du code du sport.

2.5. Le passage des véhicules motorisés participants à la manifestation devra avoir lieu uniquement au cours du créneau horaire allant de 8h00 à 17h00.

2.6. Aucune publicité commerciale n'est autorisée dans le cœur du Parc national (véhicule publicitaire, objets ou affichage..).

- *Prescriptions relatives au balisage du parcours*

2.7. En cas de besoin, le bénéficiaire limitera le balisage de l'itinéraire et des intersections situées dans le cœur du Parc national, aux strictes nécessités de sécurité et d'orientation des participants.

Les éléments de balisage seront de faibles dimensions, dénués de toute publicité et amovibles, posés au plus tôt et déposés au plus tard dans un délai de 24h maximum avant et après l'épreuve.

2.8. L'utilisation du marquage au sol ou sur tout autre élément fixe de l'itinéraire est interdit, même à l'aide de peinture biodégradable ou inscriptions à la craie.

- *Prescriptions relatives à l'information des participants*

2.9. L'entrée et la sortie de la zone cœur de parc seront indiquées dans les road-book et autres outils individuels de visualisation des itinéraires (supports papier et informatiques).

2.10. La copie du courrier du directeur de l'Établissement public du Parc national annexé à la présente décision et un exemplaire de la plaquette transmis concomitamment seront distribués aux participants pour attirer leur attention sur le fait qu'ils traversent un espace protégé d'une valeur patrimoniale et paysagère exceptionnelle. Il y sera également précisé la réglementation générale qui s'y applique.

- *Prescriptions relatives à la couverture médiatique de la manifestation*

2.11. La prise d'images et de sons à l'aide de moyens terrestres ou aériens, réalisée dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales (y compris promotion de l'évènement), reste interdite dans le cœur du Parc national du Mercantour.

### **Article 3 : Durée**

La présente autorisation est délivrée pour la date du samedi 29 juin 2019.

### **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

### **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

### **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

## Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

## Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 23 mai 2019

 Le Directeur-adjoint  
Laurent SCHEYER

---

### Copies :

- service territorial Ubaye-Verdon, antenne de Barcelonnette
- service territorial Tinée
- sous-préfecture de Castellane, Mme VERDINO

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.